



CTMEN 4 NOVEMBRE 2015

Déclaration préalable UNSA EDUCATION

Nous traitons aujourd'hui de deux volets d'un triptyque qui tire les premières conséquences pour l'éducation nationale d'un double mouvement:

le premier est la concrétisation de choses déjà entendues dans ce CT:

- les évolutions de l'État comme territoire : c'est sans doute la première fois que l'État comme personne morale doit s'adapter aux nouvelles réalités locales;

Le second est dans la continuité de ce que ce CT a déjà traité pour d'autres personnels:

- les évolutions de l'État comme employeur : la mise en œuvre, au travers du RIFSEEP, d'une partie non négligeable de PPCR.

Nous supposons que nous aurons bientôt à traiter du troisième volet de ce triptyque, issu des travaux du GT 10 mais qui concerne également les personnels administratifs du GT11, à savoir la nouvelle architecture des emplois des services déconcentrés.

Sur la philosophie d'ensemble, nous comptons bien que ce double mouvement de réforme de l'État ne soit pas celui d'une technocratie froide au service d'une politique aveugle où la main droite ignorerait, aujourd'hui comme demain, ce qu'a fait la main gauche.

Il est nécessaire, s'agissant de notre département ministériel au sein du cadre et de la logique fonction publique, que ces grandes manœuvres soient accomplies dans le constant souci de rendre plus efficace l'École et de traiter de manière équitable ses personnels, tous ses personnels.

A ce propos, nous lisons ici ou là que certains personnels seraient moins utiles que d'autres, voire inutiles à notre système éducatif.

Certes, ce n'est pas là aujourd'hui la volonté de ce gouvernement ni de cette administration. Cependant le danger existe dans un futur peut-être pas si lointain.

Nous voudrions simplement rappeler aujourd'hui que prétendre faire fonctionner l'École de notre pays, avec son caractère national et son souci d'égalité des chances, avec toute la complexité de gestion et d'accompagnement éducatif, social et de santé que cela implique, sans ceux que l'on appelle communément les BIATSS, c'est au mieux une dangereuse illusion, au pire un mensonge éhonté que l'on répandrait sans vergogne chez nos concitoyens.

En revanche, il est vrai que l'École doit savoir se réformer.

L'UNSA au travers de sa fédération de l'éducation n'a jamais dit ni voulu autre chose, ses engagements récents le prouvent.

Simplement, nous exigeons que les évolutions de structures et les évolutions indemnitaires soient conduites au travers d'un dialogue social de qualité, national et local, dans le respect des fonctions et des métiers de chacun.

Respecter les fonctions et les métiers de chacun, ce n'est pas forcément les figer au sein de routines bureaucratiques immuables, mais c'est leur permettre d'évoluer en fonction du sens profond qui est le leur au sein de la fonction publique en général et de l'institution scolaire en particulier.

Pour ce faire, il faut avoir confiance dans les capacités d'adaptation de nos collègues, notamment, pour le fonctionnement des services déconcentrés, ceux des filières généralistes de l'administration.

Aux côtés de leurs collègues aux spécialités indispensables, les généralistes de l'administration que sont les personnels AAE et AENES apportent au système éducatif la part d'adaptabilité qui lui est indispensable.

Sur ce plan-là également, on entend ici et là une pernicieuse musique dont le refrain mal tu, serait "bons à tout, bons à rien": quelle mauvaise foi, quel insupportable mépris quand on sait tout ce que cette filière a dû absorber comme réformes et remises en cause, de l'adjoint administratif en service déconcentré au cadre d'administration centrale, en passant par les personnels des collèges et lycées devenus EPLE et des personnels des universités devenues EPSCP.

Pour terminer ces propos introductifs, je reviendrai rapidement sur les deux volets qui feront l'objet de l'expertise et des analyses spécifiques de chacun des représentants des syndicats nationaux :

- RIFSEEP:

Vous savez déjà ce que nous pensons de ce dispositif sur le fond, mais nous voulons en tirer le meilleur pour les personnels concernés.

S'il ne s'agit pas dans un premier temps de gagner plus, il s'agit de gagner mieux, notamment au travers de l'équilibre IFSE/CIA.

Que le RIFSEEP soit commun à l'ensemble de l'encadrement des services déconcentrés et de l'administration centrale est pour nous une bonne chose car c'est un élément de cohésion et d'équité entre les cadres exerçant des missions aux responsabilités comparables dans le respect des métiers de chacun.

Il ne faut pas toutefois méconnaître le fait que certains des personnels de ce ministère sont entrés dans une logique interministérielle et d'autres non.

Cela ne doit pas être un obstacle à la recherche qualitative du travail à conduire en commun mais cela ne doit pas être ignoré lorsqu'il s'agit de construire les logiques spécifiques aux corps concernés que nous appelons de nos vœux, celles des CIGEM.

- Réforme des services déconcentrés:

Nous avons dit ici-même que nous voulions que la situation des personnels soient prioritairement prise en compte et que si nous ne prônions pas la fusion pour la fusion, nous ne voulions pas que l'absence de fusion soit un signe de faiblesse donné par l'éducation nationale à l'adresse de ses partenaires internes, les préfets, et externes, les présidents de collectivité.

Le projet que vous nous présentez va aux limites de la non-fusion...

Notre expert développera ce qu'il convient, selon nous, d'en penser.

Je vous remercie de votre attention.